

# La coopération internationale est le plus sûr moyen de construire des politiques meilleures pour une vie meilleure

Écrit par : Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

Dernière mise à jour : 6 juin 2018



© OCDE

La coopération internationale est le plus sûr moyen de construire des politiques meilleures pour une vie meilleure

**Nous traversons des temps difficiles pour la coopération internationale. Dans un contexte où les appels au protectionnisme et au nationalisme semblent se renforcer, nous sommes, à l'OCDE, fermement attachés à la défense de l'ouverture et de la coopération, qui constituent, à nos yeux, les**

1 [www.oecdobserver.org](http://www.oecdobserver.org) | La coopération internationale est le plus sûr moyen de construire des politiques meilleures pour une vie meilleure

**plus sûr moyens de construire des politiques meilleures pour une vie meilleure. Nous risquons sinon de réduire à néant de nombreuses réussites que nous avons atteintes ensemble, en tant que communauté internationale, depuis la création de l'OCDE il y a 55 ans.**

Bien sûr, il y a beaucoup d'améliorations à apporter à un système qui, aux yeux de beaucoup, ne tient pas ses promesses, et dont les avantages doivent être plus également répartis. Mais la réalité, c'est que dans un monde divisé, nous sommes tous perdants .

dans un monde divisé,  
nous sommes tous  
perdants 

Aucun pays ne peut résoudre des problèmes d'envergure mondiale en agissant seul. Nous savons que cela est vrai pour nos pays, nos régions et nos villes ; c'est également vrai pour notre « village planétaire ». Les chocs économiques violents, comme les tempêtes, ne connaissent pas les frontières, et c'est une illusion de croire qu'en relevant le pont-levis, nous serons protégés. Pour apporter des solutions durables et efficaces aux problèmes très concrets rencontrés par nos concitoyens, nos pays doivent se rassembler.

En 2015, lorsque les pays du monde entier ont adopté les Objectifs de développement durable des Nations Unies et l'Accord de Paris sur le changement climatique, nous avons pu constater à quel point la coopération multilatérale pouvait être efficace pour relever ensemble certains des défis les plus pressants de la planète. Tant de réussites comme celles-ci ont été rendues possibles au fil des ans, dans les domaines des échanges, de l'investissement, de la fiscalité, de la pêche, de l'alimentation, de la santé, de l'énergie, des sciences et plus encore, grâce aux accords multilatéraux auxquels les pays contribuent et dont ils bénéficient.

L'année dernière par exemple, quelque 85 milliards EUR ont été récupérés au profit des citoyens du monde entier grâce aux déclarations volontaires effectuées dans le cadre de l'échange automatique de renseignements à des fins fiscales. Une percée semblable, qui a elle aussi eu un impact positif sur l'action publique, a été accomplie dans la quête visant à contraindre les entreprises multinationales à payer leur juste part d'impôts, lorsque plus de 70 pays et juridictions ont signé le projet de l'OCDE sur l'érosion des bases d'imposition et le transfert de bénéfices. De telles initiatives améliorent concrètement la vie des individus, et témoignent du pouvoir de la communauté internationale.

Pour autant, les institutions multilatérales suscitent un large mécontentement, au motif que leurs « experts » sont déconnectés des préoccupations quotidiennes et qu'elles sont au service d'élites puissantes. De nombreux citoyens, surtout les plus vulnérables, se sentent abandonnés et ne croient plus aux approches multilatérales.

À l'OCDE, nous pensons que l'économie mondiale ne peut fonctionner pour le bien de tous sans coopération internationale, et qu'aucun pays ne peut se permettre de faire cavalier seul. Toutefois, nous sommes aussi conscients que les institutions multilatérales comme la nôtre doivent faire mieux. Lorsqu'ils n'aboutissent pas aux résultats escomptés, il ne faut pas hésiter à prendre des mesures audacieuses pour réformer les mécanismes d'action multilatéraux.

Dans cette optique, il est essentiel, surtout pour une organisation comme l'OCDE dont la crédibilité repose sur les compétences, de s'appuyer en premier lieu sur la fiabilité de nos analyses et de nos données. Mais il ne s'agit pas seulement de défendre les faits : il faut aussi promouvoir nos valeurs avec ardeur, afin de donner une nouvelle orientation à la mondialisation, de sorte qu'elle soit fondée sur l'humain et la protection de notre planète. Nous devons être prêts à faire nôtres de nouveaux principes de croissance, d'équité, de bien-être et de durabilité, et à travailler plus dur afin de veiller à ce que, par nos normes et nos codes, nous soyons mieux à même de défendre l'intégrité, les aspirations et les droits des personnes dans le monde entier.

C'est dans cet état d'esprit qu'a été créée notre initiative relative à de [Nouvelles approches face aux défis économiques](#), et ce sont ces valeurs qui guident les efforts que nous déployons pour relever de nombreux défis, comme la promotion d'une croissance inclusive, verte et intelligente, l'autonomisation des femmes ou la lutte contre la corruption.

Les mouvements tectoniques observés actuellement sur le plan géopolitique, la rapidité et l'imprévisibilité des progrès technologiques, et la complexité des défis qui transcendent les frontières nationales sont autant d'enjeux préoccupants qui nous poussent à travailler main dans la main. Pour citer le grand scientifique écossais Alexander Fleming : « plus le monde est complexe, plus il est difficile de mener quelque chose à bien sans l'aide des autres ».

Ce n'est qu'en collaborant par-delà les frontières et les régions que nous pourrons aider les citoyens à aller de l'avant ensemble et, ainsi, mettre un terme à la dynamique du « tout au gagnant » tout en veillant à ce que personne ne soit laissé sur le bord de la route. En travaillant de concert, nous pourrons résoudre les problèmes qui importent à tous les citoyens, où qu'ils se trouvent dans le monde.

Nous aurons plusieurs occasions de démontrer l'utilité des efforts multilatéraux au cours des mois à venir, qui seront marqués par un grand nombre de réunions ministérielles et de forums stratégiques. Les pays membres et partenaires de l'OCDE examineront comment les pouvoirs publics peuvent donner aux petites et moyennes entreprises les moyens de promouvoir une croissance et des emplois inclusifs à l'occasion de la [Réunion ministérielle sur les PME](#) à Mexico en février, du [Forum mondial sur l'intégrité et la lutte anti-corruption](#) qui se tiendra en mars à Paris et sera axé sur l'amélioration des comportements des entreprises et des pouvoirs publics, et de la Réunion ministérielle qui se déroulera en mai au Canada

sur le thème des politiques sociales. Viendra ensuite la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) de 2018, qui constitue, avec le Forum de l'OCDE, le point d'orgue de notre calendrier annuel. Nous avons l'honneur de travailler en étroite coopération avec la France, qui préside la RCM cette année, aux côtés de la Lettonie et de la Nouvelle-Zélande, qui en assurent la vice-présidence, au service d'un programme ambitieux qui devrait nous faire découvrir de nouveaux moyens de promouvoir un multilatéralisme efficace. Nous intensifions en outre le soutien que nous apportons au G20 et au G7, et développons nos travaux avec l'APEC, l'ASEAN et l'Alliance du Pacifique. Cette collaboration nous offre une occasion en or de montrer que l'action multilatérale peut aboutir à des résultats qui profitent à tous.

Dans un monde aussi complexe qu'aujourd'hui, ce n'est qu'en agissant ensemble que nous pourrons bâtir un avenir prospère et pacifique. C'est notre mission en 2018. En cette année du Chien selon le calendrier chinois, nous devons, plus que jamais, faire preuve de persévérance et de détermination pour montrer que nous pouvons, et que nous allons, changer les choses. Qu'ensemble, nous pouvons concevoir, développer et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure.

[@A\\_Gurria](#)

<http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/>